

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

AVENANT N° 16 DU 30 JANVIER 2015
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2015
(BOURGOGNE)

NOR : ASET1550269M

IDCC : 1596

Entre :

La fédération française du bâtiment Bourgogne ;

La fédération Est des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UD CGT-FO de Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne ;

L'UR CB CFDT Bourgogne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Bourgogne.

Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} avril 2015, sauf si la publication au *Journal officiel* de l'arrêté portant extension de celui-ci intervenait avant cette date. Auquel cas l'accord entrerait en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

Pour les coefficients 170 et 185 :

– la partie fixe (PF) : 599,953 € ;

– la partie variable (VP) : 5,106 €.

Pour les coefficients 210 à 270 :

– la partie fixe (PF) : 602,8805 € ;

– la partie variable (VP) : 5,130 €.

Par dérogation à l'article 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé forfaitairement le barème du coefficient 150, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, à 1 457,55 €.

Soit une grille qui s'établit ainsi, du coefficient 150 au coefficient 270 :

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures
Niveau I			
– position 1	150	9,61	1 457,55
– position 2	170	9,68	1 468,17
Niveau II	185	10,18	1 544,00
Niveau III			
– position 1	210	11,08	1 680,50
– position 2	230	11,75	1 782,12
Niveau IV			
– position 1	250	12,43	1 885,26
– position 2	270	13,11	1 988,39

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail (DGT) du ministère du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et au ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Fait à Dijon, le 30 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)